

LES NOUVEAUX MASQUES DU NATIONALISME



**ou comment l'extrême droite
est parvenue à faire croire
qu'elle n'existait plus.**



L'extrême droite peine à assumer totalement et publiquement son projet de société, surtout en raison de l'encombrant héritage de ses expériences passées, nazie et fasciste : au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, elle n'a pu faire son retour qu'en avançant masquée, et en faisant croire qu'elle sortait de nulle part. Bien qu'il existe toujours à l'extrême droite des nostalgiques revendiqués de Vichy ou de l'Italie mussolinienne (comme le PNF ou *Rivarolo*), il faut bien reconnaître que c'est aujourd'hui une position marginale, et que la plupart des groupes contemporains revendiquent au contraire une certaine modernité et une virginité politique.

RAVALEMENT DE FAÇADE



Le Front national, son principal représentant, pourtant fondé par d'authentiques héritiers du fascisme historique, a su, en quelques décennies, se faire passer pour un parti qui défend la liberté et la république, voire même, récemment, pour un parti d'émancipation sociale, tout en conservant ses fondamentaux inégalitaires et discriminatoires : se prétendant « ni de droite ni de gauche », le FN ne veut plus pouvoir être situé sur l'échiquier politique, afin d'apparaître comme l'unique recours, et de pouvoir ainsi élargir sa clientèle électorale (laissant croire que l'extrême droite vaut la peine d'être « essayée », comme si elle n'avait jamais été au pouvoir).

Du côté de l'extrême droite radicale, le même tour de passe-passe a été opéré au début des années 2000 par les « Identitaires » : également fondé par des nationalistes-révolutionnaires racialisés, le mouvement identitaire a réussi à se débarrasser en partie de son folklore fasciste (en particulier en ce qui concerne ses codes visuels), sans rien lâcher sur le fond, mais en offrant une vitrine moderne, susceptible de faire venir à lui une jeunesse issue d'une génération jugée moins hostile que par le passé (car moins politisée), en particulier en utilisant toutes les ressources d'Internet et des réseaux sociaux.

Pour parvenir à ce résultat, les uns et les autres ont brouillé leur image et ont tenté de rendre caduque la notion même d'« extrême droite ». Malgré cela, en raison d'une certaine constance idéologique et surtout du parcours de leurs cadres et de leurs dirigeants, ces mouvements restent généralement catalogués à l'extrême droite de l'échiquier politique, ce qui les rend toujours infréquentables pour une majorité importante de la population. Enfin, ces formations politiques, très attachées à un certain ordre social, quel qu'il soit, et voyant l'ombre du « gauchisme » derrière toute forme de contestation, sont généralement plutôt enclines à dénoncer les luttes sociales qu'à s'y intégrer.



Certains sont prêts à tout pour changer leur image, sans peur du ridicule. [visuel du Projet Apache de 2011]

EXTRÊME DROITE 2.0

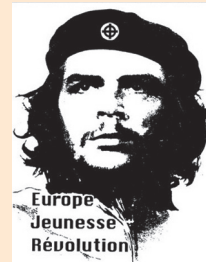
Mais aujourd'hui, une partie de l'extrême droite réussit l'exploit de faire croire qu'elle n'est pas d'extrême droite, qu'elle veut simplement pouvoir s'exprimer, voire même qu'elle porte un projet d'émancipation sociale. Elle a ainsi su parfois récupérer à son compte le discours, les postures et même les symboles de la gauche ou de l'altermondialisme ; certaines personnalités considérées à tort ou à raison comme « de gauche » ont participé à ce brouillage, soit en s'engageant à ses côtés (comme Dieudonné), soit en faisant preuve d'une grande tolérance à son égard (comme Étienne Chouard).

Au nom de la lutte contre le « système », certains défendent ainsi l'idée d'une convergence de tous ses « ennemis », de droite comme de gauche : l'opposition d'un centre (le « système », « l'oligarchie ») et d'une périphérie (tous les courants qui les combattent et qui auraient intérêt à lutter côte à côte malgré leurs divergences idéologiques) est une idée déjà ancienne à l'extrême droite au sein du courant nationaliste-révolutionnaire, mais qui connaît aujourd'hui une nouvelle vitalité, et dans tous les milieux, en particulier dans les nouveaux espaces de politisation, réels ou virtuels, beaucoup oubliant au passage que les ennemis de nos ennemis ne sont pas forcément nos amis.

Qu'est-ce que le nationalisme révolutionnaire ?

Dans son ouvrage paru en 1962, Pour une Critique positive, Dominique Venner défend l'abandon du nationalisme français au bénéfice d'un nationalisme européen. La même année, des groupes néo-fascistes d'Europe de l'Ouest s'engagent à fonder un mouvement de libération nationale en lutte contre les pouvoirs colonisant l'Europe. Ils ont ainsi usé d'un binôme URSS-USA, puis après 1967 USA-Israël, et, suite à la guerre du Kosovo, USA-Islam, afin d'en faire la figure de l'ennemi « colonialiste ».

Les Nationalistes-Révolutionnaires (NR) mettent en avant une continuité entre les notions d'ethnie, de peuple, de nation, de construction européenne, de socialisme et d'État. Mêlant la propagande maoïste à celle de la Révolution Conservatrice allemande, ils se présentent comme les « Nouveaux Résistants » en lutte contre ce « Système », un « totalitarisme » libéral qui voudrait imposer son matérialisme cosmopolite grâce à ses « collabos » qui favoriseraient l'immigration. Celle-ci ne serait qu'une « arme capitaliste » pour détruire les fondements ethno-culturels des peuples et en faire des consommateurs standardisés.



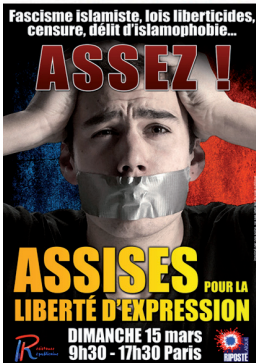
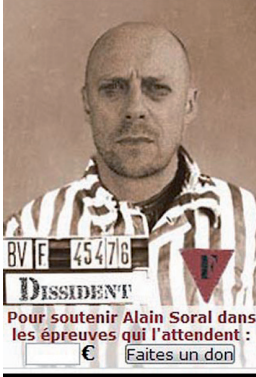
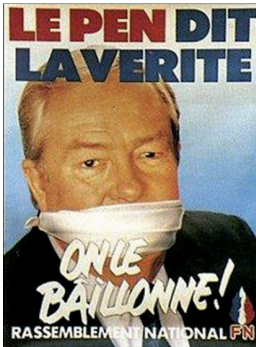
L'impérialisme « américano-sioniste » délégitimerait toute « résistance » à son complot grâce à un « mythe de la Shoah » chargé d'inhiber la réaction populaire. Dès 1968, les NR conspuent ainsi « le mondialisme » d'un capitalisme homogénéisant les peuples (métissage par l'immigration) et les cultures (impérialisme culturel américain et « colonisation » de l'Europe par les immigrés).

Face à cela les NR veulent édifier un ordre nouveau à travers une Europe des régions respectueuse des « identités » et des « racines » ethniques et culturelles. Après la guerre au Kosovo et les attentats du 11 septembre 2001, les discours NR se sont réorientés en un sens islamophobe, paradoxalement en équilibre entre néonazisme de type étasunien et national-populisme français, menant à sa conversion aux thèses identitaires.

D'après N. Lebourg, « Qu'est ce que le nationalisme-révolutionnaire ? », 2009

UNE « LIBERTÉ D'EXPRESSION » TRÈS SÉLECTIVE

De façon assez cocasse, et sans que personne ne trouve rien à redire à ce paradoxe, les personnalités ou groupes d'extrême droite qui soutiennent des régimes parmi les plus autoritaires et liberticides de la planète (qu'il s'agisse, selon les tendances, de la Syrie de Bachar Al Assad, de la République islamique d'Iran ou de la Russie de Poutine) et qui préconisent les méthodes les plus musclées pour « régler » les problèmes sociaux (camps, expulsions, peine de mort, etc.) sont également celles et ceux qui n'ont que la « démocratie » et la « liberté d'expression » à la bouche.



Mais de quelle liberté d'expression parle-t-on ? Celle des ouvriers non syndiqués des petites entreprises ? Celle des femmes de ménage sans papiers ? Celle des Roms qui vivent misérablement à la périphérie de nos villes ? Celle de toutes celles et tous ceux qui n'ont accès à aucun média, aucun relais dans la sphère politique pour exprimer leurs revendications ? Évidemment pas : la seule liberté de parole qui leur importe, c'est la leur. Quand ils fustigent le « politiquement correct », la « bienpensance », « les chiens de garde du Système », c'est en réalité l'ostracisme qui frappe le discours hérité des dictatures des années 1930 qu'ils dénoncent : ce n'est pas par hasard si ce sont le négationnisme, les discours racistes ou les propos sexistes ou masculinistes qui sont pour eux les premières causes à défendre.

L'autre avantage qu'il y a à faire appel à la « liberté d'expression », c'est d'adopter une position victimaire censée culpabiliser les partisans de la démocratie et les défenseurs des droits (droits dont par ailleurs ils se moquent éperdument pour « les autres », comme les migrants ou les homosexuels). Il faut dire que l'État, à travers des lois comme la loi Gayssot, leur facilite grandement la tâche, faisant du premier négationniste venu une « victime du Système ». Cependant, ce statut de victime est généralement sans risque, puisque l'écrasante majorité des propos racistes, antisémites ou sexistes circulent sur les réseaux sociaux dans une totale impunité. Pire, alors que ce type de discours, à travers la pratique du trollage, submerge littéralement la moindre discussion ouverte, sa contestation est aussitôt assimilée à une forme de « censure ».

En haut : déjà dans les années 1980, Le Pen criait à la censure.

Au milieu : Alain Soral insulte la mémoire des déportés à son seul profit.

En bas : Riposte laïque assimile islamophobie et liberté d'expression.

UNE « DISSIDENCE » EN CARTON

Il y a encore quelques années, le mot « résistance » était immédiatement associé à la lutte contre le fascisme. La « dissidence » renvoyait à l'opposition au sein d'un régime autoritaire (en particulier l'Union soviétique stalinienne). Le mot « révolution » faisait encore (un peu) trembler le bourgeois. Désormais, l'extrême droite a réussi à les reprendre à son compte : le « résistant » est celui qui réhabilite l'antisémitisme si cher aux nazis (cf. Soral ou Dieudonné), le « dissident » soutient la Russie autoritaire de Poutine qui n'a pas grand-chose à envier à celle de Staline et et c'est l'Action française qui appelle à la « révolution », au nom d'une lutte réactionnaire principalement animée par la bourgeoisie la plus conservatrice (la Manif pour Tous).

C'est que l'extrême droite a retenu la leçon de la bataille culturelle et lexicale qu'elle a perdu en 1968 : les mots sont importants, au moins autant que les actes. Jusqu'au début des années 2000 cependant, elle ne disposait pas d'espace pour renouveler son discours : discréditée dans les médias, diabolisée dans la société, l'extrême droite semblait condamnée à rester dans les poubelles de l'Histoire.



Rassemblement
des Identitaires et de
Riposte laïque (juin 2010)



Cortège de l'Action française
à la Manif pour Tous (20 octobre 2013)

Mais en investissant très tôt et massivement Internet, elle a bien compris qu'en balisant avec ses propres codes et ses propres vocables ce nouvel espace politique, elle parviendrait enfin à faire entendre de nouveau sa voix, tout en conservant une position d'alternative au « système », alors que dans le même temps son discours était repris dans les médias établis par des personnalités néo-conservatrices comme Éric Zemmour ou Alain Finkielkraut. Avec Soral et Dieudonné, cette posture du « dissident » est même devenue un business très lucratif, ainsi qu'une forme de reconnaissance sociale pour tout un tas de « spécialistes » auto-proclamés qui, pour pallier la faiblesse de leurs thèses ou de leurs recherches, se drapent dans les habits du « résistant ». Les théories du complot les plus délirantes, les propos les plus outrageusement racistes ou sexistes sont ainsi validés par la seule affirmation qu'ils iraient à l'encontre de la « pensée dominante » qui les rejette.

Il faut reconnaître que l'antiracisme moral (qui fait du racisme non plus une opinion mais un délit) et l'antifascisme républicain (qui assimile la lutte contre l'extrême droite à la défense des institutions démocratiques) ont largement contribué à la création de cette figure du « rebelle » nationaliste. C'est une des raisons pour lesquelles un antifascisme cohérent ne peut s'appuyer ni sur la culpabilisation ou la diabolisation de l'extrême droite, ni sur le recours à la justice ou l'État pour en enrayer la progression, mais sur la lutte pied à pied contre son discours, ses apparitions et ses méthodes.

COMMUNAUTÉ NATIONALE ET « INTÉRÊT GÉNÉRAL », OU LA VOLKSGEMEINSCHAFT HITLÉRIENNE REVISITÉE

Autre arnaque qui n'a de démocratique que l'apparence : la mise en avant systématique de l'idée de « communauté politique » ou « communauté nationale » qui est en réalité une tentative de réhabilitation d'une idée héritée du III^e Reich. Dans le concept de *Volksgemeinschaft* chez les nazis, le peuple, constitué autour de la race, remplace la nation (construite autour de l'État en France). Mais, au delà de cette particularité raciale, cette idée de communauté revendique l'unité contre la pluralité, l'union de la communauté contre l'individu et enfin le bien commun contre l'intérêt particulier.

Les partisans de cette idée posent de façon incantatoire une communauté dépourvue de conflits partidaires ou de conflits de classe et, de l'autre côté, délimitent cette communauté par l'exclusion de ceux qui ne lui appartiennent pas. Les critères d'exclusion sont adaptés selon les besoins de l'époque : pour les nazis, ce furent des critères racistes et pseudo-scientifiques, pour l'extrême droite actuelle, ce peuvent être des critères nationaux plus flous, et donc plus acceptables.

Dans tous les cas, la communauté nationale ne peut fonctionner, c'est-à-dire proposer bien-être social, et, de façon plus ou moins avouée, renouveau national (par le biais du souverainisme, ou, comme l'appellent les anglo-saxons, du *welfare chauvinism*) que par l'intermédiaire de l'exclusion de celles et ceux qui ne sauraient appartenir à la « communauté ». Ainsi, l'ascenseur social fonctionna pendant le III^e Reich qui vit les différences sociales légèrement estompées, à grands coups de limogeages, d'expropriations et de spoliations des Juifs et autres indésirables de la dictature nazie. De même, ceux qui prônent la « communauté nationale » voient les ennemis hors de cette dernière (l'Union européenne, les élites nationales et internationales) et posent comme postulats l'inutilité des luttes de solidarité et d'entraide entre les peuples (dans la question du soutien aux réfugiés), l'inanité de l'émancipation des femmes (puisqu'au sein de la communauté politique, il ne saurait y avoir d'oppression) et l'invalidité de la lutte des classes (puisque toute la communauté politique est au même niveau d'oppression).

Qu'est-ce que la *Volksgemeinschaft* ?

L'idée de Volksgemeinschaft apparaît en août 1914, au moment où l'Allemagne de Guillaume II déclare la guerre à la France. Cette idée, que l'on peut traduire en français par le terme de communauté nationale, est au centre des programmes politiques de bien des partis de l'époque en Allemagne (conservateurs, libéraux, nationaux-bolchéviques et chrétiens). Ce concept repose sur une idée principale, nécessaire au sursaut national en ce début de guerre mondiale : il met de côté toutes les différences de classe au sein de la société allemande et déclare abolie la lutte des classes, que les socio-démocrates abandonnent officiellement au début de la guerre. Par la suite, la Volksgemeinschaft devint, avec l'antisémitisme, l'un des concepts centraux de la pensée national-socialiste.*

** En restant en deçà de ce qu'implique l'utilisation du terme de Volk en allemand, qui donna plus tard l'adjectif völkisch décrivant l'appartenance raciale au peuple allemand tel que le définissent les idéologues racistes du III^e Reich.*



UN « ANTI-ANTIFASCISME » BIEN PRATIQUE

En dépit de toutes ces tentatives qui visent à noyer le poisson et à nous faire prendre des vessies pour des lanternes, l'extrême droite continue à trouver sur son chemin des esprits obtus qui s'entêtent à appeler un chat, un chat, et un fasciste, un fasciste.



Pétition anti-antifa du Front national (avril 2016)

Rendre compte des agissements et des personnalités nationalistes et racistes par un travail de terrain minutieux permet de contourner la contre-information que fait l'extrême droite sur ses propres activités. On l'a vu, elle avance le plus souvent masquée, et ne se dévoile qu'une fois le terrain occupé : il importe donc d'alerter sur sa présence le plus tôt possible, et de l'empêcher de se croire partout chez elle. Bien sûr, la plupart des groupes nationalistes prétendent que ce travail d'information est téléguidé par le pouvoir (police, services secrets, « lobbies ») car ils ne peuvent imaginer que des « crasseux » d'extrême gauche puissent les berner ainsi ; il est aussi plus valorisant pour eux de croire qu'ils sont les cibles du « système »...

Si cette thèse conspirationniste ne suffit pas à dénigrer les antifascistes, l'extrême droite insistera alors sur leur « violence », en n'hésitant pas à les traiter de « fascistes » ou de « nazis », dans une inversion des rôles assez cocasse si elle ne trouvait un écho dans les médias et une partie de l'opinion. Comme pour la « liberté d'expression », la « violence » dont il est question est très sélective : pour prendre des exemples récents, une action aussi pacifique que celle de la Nuit Debout devant l'ESCP mardi 19 avril 2016 pour dénoncer la venue de Florian Philippot ou l'expulsion dans le calme de Finkielkraut sont considérées comme « d'une violence inouïe », mais les très nombreuses violences policières contre les manifestants, les attaques armées de nervis d'extrême droite contre la Nuit Debout sont passées sous silence...



En dépit de l'incapacité des individus et des groupes d'extrême droite à lancer la moindre initiative d'émancipation ou de lutte anticapitaliste, les stratégies qu'ils mettent en place, telles que nous les avons décrites ici, leur permettent de s'inviter dans les mouvement sociaux et de les parasiter en y banalisant leurs discours.

Ce « confusionnisme » ne peut que profiter à l'extrême droite, et c'est pourquoi il faut que se renforce au sein des luttes sociales une forme saine d'intolérance à l'égard des courants nationalistes, racistes, sexistes et autoritaires qui, s'ils ne disent pas toujours leur nom, garderont tout l'espace qu'on leur laissera, afin d'y imposer leur ordre. Il sera alors un peu tard pour se demander ce qui s'est passé : c'est pourquoi nous ne pouvons nous payer le luxe d'abaisser la garde face à ceux qui, eux aussi, porte un projet de société, mais aux antipodes de nos valeurs solidaires, égalitaires et internationalistes.

Il va falloir s'y habituer et réagir en conséquence : non seulement les discours nationalistes, racistes et sexistes s'invitent désormais dès l'ouverture de tout nouvel espace politique, mais leur condamnation et l'éviction de celles et ceux qui les portent n'apparaissent plus ni comme une évidence, ni comme une nécessité.

Le patient travail menée par l'extrême droite depuis 70 ans pour retrouver sa crédibilité et une certaine légitimité porte ses fruits : en redéfinissant pour servir ses propres fins les concepts de « liberté d'expression », de « dissidence » et d' « antifascisme », elle est parvenue en l'espace d'une quinzaine d'années à faire son retour sur la scène politique, tout en laissant croire qu'elle n'existait plus et en disqualifiant celles et ceux qui continuaient à la dénoncer.

Un tour de passe-passe dont il est urgent de révéler l'imposture, en appelant un chat un chat, et en rafraîchissant la mémoire de celles et ceux qui, frappés d'une candeur amnésique, risquent de faire entrer le loup dans la bergerie.

Lancée à la fin de l'année 2012, La Horde est avant tout un site internet qui propose un point de vue antifasciste sur l'actualité nationale et internationale en contrepoint des médias traditionnels.

La Horde propose aussi du matériel (brochures, autocollants...) que l'on peut commander sur son site, et des présentations-débats, le plus souvent en collaboration avec des collectifs antifascistes locaux, sur l'état de l'extrême droite aujourd'hui et sur l'histoire de l'antifascisme.



lahorde.samizdat.net ★ facebook.com/pages/La-Horde ★ lahorde@samizdat.net

PRINTEMPS 2016 - PRIX LIBRE